



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Comité Régional de l'Habitat Nord-Pas-de-Calais
Séance plénière du 21 février 2011

Accueil et habitat des gens du voyage

La loi du 5 juillet 2002 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage, prévoit la mise en œuvre dans chaque département d'un dispositif d'accueil des gens du voyage. Ce dispositif est défini à l'échelon départementale par la mise en place d'un schéma d'accueil d'une durée de six ans, élaboré par le préfet et le président du conseil général. Les élus et les représentants des gens du voyage sont associés à sa construction.

Lorsqu'elles respectent le schéma départemental, la création des aires d'accueil bénéficie des aides de l'État. Le montant de l'aide, sous certaines conditions pouvait atteindre 70% du montant des travaux. La loi de finance du 24/12/2007 a prorogé jusqu'au 31/12/2008 le délai d'octroi des subventions. La circulaire DHUP du 28 août 2010 relance la révision des SDGV et annonce des possibilités de financement renouvelé dans le cadre de cette révision pour les communes ayant franchi le seuil de 5000 habitants et pour les terrains familiaux locatifs prévus par le schéma révisé et publié, destinés aux sédentaires et réalisés par les collectivités territoriales.

Pour le département du Nord, le schéma départemental a été approuvé en 2002 et publié au recueil des actes administratifs du 20 novembre de la même année. Il est actuellement en révision et celle ci est en voie de finalisation.

A ce jour et en terme de réalisation, on peut signaler un taux d'accomplissement de 56% qui correspond à 28 aires d'accueil pour 854 places de caravanes et 9 sites pour 900 places de caravanes en terrain de grand passage et 24 logements ou habitats adaptés.

Le bilan financier du plan 2002-2008 fait apparaître un investissement de 5,5M€ par l'État, 2,4M€ par le Conseil général et 20M€ par les collectivités locales. Pour la partie fonctionnement et accompagnement social, la répartition des aides s'évaluent à 1,6M€ pour l'État, 0,424M€ par an pour le Conseil Général et 1,25M€ par an par les collectivités territoriales.

Pour le Pas de Calais, le schéma départemental a été approuvé et publié au recueil des actes administratifs le 16 avril 2002. Après une période de mise en œuvre, il a été abrogé par le tribunal administratif le 2 décembre 2008. Un nouveau schéma est en cours d'élaboration, il définira des nouvelles obligations en matière d'aire d'accueil permanente et prendra en compte les situations de sédentarisation notamment au travers du Plan Départemental d'Aides Logement des Personnes Défavorisées. Ce nouveau schéma devrait être opérationnel en juin 2011.

A ce jour, on recense 24 aires ouvertes pour 633 places et 5 sites pour 730 places en aire de grand passage. Ce qui correspond à 57% des objectifs du schéma départemental pour les aires d'accueil permanentes et 62% des objectifs pour les aires de grand passage.

Le bilan financier du plan 2002-2008 fait apparaître un investissement de 8M€ par l'État et 13,5M€¹ par les collectivités locales. Pour la partie fonctionnement et accompagnement social, la répartition des aides s'évaluent à 1M€ pour l'Etat, 0,16M€ par an pour le Conseil Général et 1,1M€ par an par les collectivités territoriales.

Pour le SDAGV du Pas de calais, le cadre de la révision ne s'applique pas : les collectivités concernées qui n'auront pas réalisé leur obligation auront 2 ans à compter de la date de la publication du nouveau schéma pour solliciter les aides de l'État.

L'évaluation des besoins d'accueil fait souvent ressortir ceux liés à la sédentarisation. Parallèlement à la mise en œuvre des schémas, les situations peuvent être pris en compte et étudiés au travers du Plan Départementale d'Aides Logement des Personnes Défavorisées et des Plans Locaux de l'Habitat. Leur mise en œuvre est facilitée par la loi du 2 juillet 2000 qui prévoit la possibilité d'aménager dans les zones constructibles, des terrains bâtis ou non bâtis pour l'installation de résidences mobiles des gens du voyage.

1 Hors foncier